Beauvais, 19 juin 1793, l'an II de la République française.

Citoyens,

Nous avons juré la République une et indivisible, nous ne fausserons jamais nos serments.

Depuis quatre ans, une lutte continuelle s'est établie entre les préjugés et la raison, entre l'aristocratie et l'égalité ; ses résultats sont tous en faveur de la liberté.

Délivrés d'une tyrannie odieuse : la féodalité détruite, le despotisme nobiliaire et sacerdotal anéanti, la dignité de l'homme et ses droits reconnus, irions-nous compromettre tant d'avantages par de funestes divisions !

Faisons taire, citoyens, des reproches que l'esprit de parti élève sans pouvoir les justifier ; jugeons des causes par leurs effets ; gardons-nous d'une précipitation funeste, provoquée par des gens perfides qui voudraient nous désunir pour mieux nous opprimer.

Non, citoyens, vous ne persisterez pas dans les mesures désastreuses dont vous nous avez fait part. Elles sont subversives de l'unité républicaine. Vous ne vous séparerez pas de la Convention, car dans la Convention seule se trouve le point de ralliement de tous les Français qui veulent sincèrement la liberté et l'égalité.

Où serait notre centre si nous pouvions supposer un instant qu'elle n'existe pas ? Alors l'anarchie n'amènerait-elle pas, le despotisme sur les débris de la République.

Suspendez donc, citoyens, votre jugement sur des événements dont nous ignorons les causes ; considérons plutôt avec confiance la marche progressive de la Révolution. Voyez s'avancer rapidement cette Constitution, objet de tous nos vœux et de tous nos efforts. Entendez proclamer ces décrets favorables au peuple ; de quel autre succès ose-t-on flatter vos démarches imprudentes ?

Ne nous y trompons pas, citoyens, tant que nous substituerons les individus aux choses, nous serons encore très éloignés de la République.

Union, calme et tranquillité : telles doivent être les bases de notre conduite ; attendons dans le silence le moment prochain où nous allons discuter le contrat social qui, de nous, va faire un peuple de frères ; déjouons les complots de nos ennemis en plaçant à l'extérieur nos nombreuses phalanges ; repoussons avec horreur ceux qui, dans l'intérieur, à l'aide de suppositions perfides, tenteraient de dégrader la majesté nationale, d'avilir la Convention ou de la dissoudre.

Nous rejetons donc des propositions qu'un moment d'erreur vous a arrachées ; nous vous déclarons que nous n'adopterons jamais aucune mesure fédérative ; qu'étrangers à tous les partis, nous ne connaissons que la soumission aux lois pour garant du bonheur public, et que tout ce qui les viole est, à nos yeux, un crime dont nous ne serons jamais les complices.

Arrêté en la séance du conseil permanent du district de Beauvais, le 18 juin 1793, l'an II de la République française où étaient présents les citoyens Blanchard-Changy, président ; Frain, Michel, Patin, Sanguier, Millet, Delaon, Taillefer, Demoulin, Dumesnil, Potiquet, administrateurs, Rigaut, procureur-syndic.

Pour les membres du conseil général permanent du district de Beauvais.

Blanchard-Changy, président ; Mésanguy, secrétaire.